



Bureau
international
du Travail

The background of the entire page is a photograph of a tea plantation. In the foreground, a person is wearing a large, traditional straw hat with a blue band. The person is holding a woven basket filled with freshly picked tea leaves. The background shows rolling hills covered in tea bushes under a clear blue sky.

Promouvoir le travail décent pour les travailleurs ruraux qui sont au bas de la chaîne d'approvisionnement

**TRAVAIL DÉCENT DANS L'ÉCONOMIE RURALE
NOTES D'ORIENTATION DES POLITIQUES**

Les chaînes d'approvisionnement influent sur la structure des marchés du travail et transforment la production, le commerce et l'emploi. Elles jouent un rôle important dans l'économie rurale pour le développement économique et la promotion du travail décent, en particulier parce que les travailleurs ruraux se trouvent souvent au bas de la chaîne d'approvisionnement. L'Organisation internationale du Travail (OIT) œuvre activement pour faire en sorte que les travailleurs ruraux puissent être intégrés de manière efficace et bénéfique dans les chaînes d'approvisionnement, en favorisant le progrès à la fois économique et social, tout en garantissant une bonne gouvernance et le respect des droits fondamentaux.



1. Logique et justification

Les chaînes d'approvisionnement prennent de l'importance¹, notamment dans les secteurs essentiellement ruraux, tels que l'agriculture, la pêche, le tourisme et les industries extractives². De nombreuses zones rurales sont liées à l'économie locale, nationale et mondiale par l'intermédiaire des chaînes d'approvisionnement, car des millions de travailleurs ruraux en font partie en y exerçant un emploi formel ou informel, y compris des formes atypiques d'emploi³. Les chaînes d'approvisionnement donnent lieu à des changements dans la structure des marchés du travail du monde entier, dans la division internationale du travail, et dans les flux commerciaux entre pays⁴. Créer des possibilités de travail décent et promouvoir la participation et l'expression des travailleurs ruraux au sein des chaînes d'approvisionnement peuvent aider à développer des économies rurales durables, inclusives et prospères.

Les chaînes d'approvisionnement peuvent avoir des retombées positives sur les performances et la productivité par le biais des entreprises, de la création d'emplois, de la croissance⁵, et de la diffusion des connaissances et des technologies de production entre pays se trouvant à différents stades de développement⁶. Elles peuvent aussi conduire à renforcer les possibilités d'emploi pour les femmes, les migrants et les jeunes en milieu rural⁷. Les chaînes d'approvisionnement peuvent être un moyen important de permettre aux pays en

développement de renforcer leurs capacités de production, et aux entreprises locales d'obtenir une part équitable de la valeur ajoutée. C'est important à la fois pour garantir la durabilité de la production et la prospérité de l'économie rurale. Or, dans le même temps, les répercussions de l'essor des chaînes d'approvisionnement suscitent des préoccupations quant à la quantité, la qualité et la répartition des emplois et des revenus⁸.

Si les conditions de travail peuvent être médiocres à tous niveaux de la chaîne d'approvisionnement, c'est au niveau de la production, qui est aussi celui où interviennent généralement les travailleurs ruraux⁹, qu'elles sont les pires. On a de plus en plus recours aux travailleurs occasionnels ou temporaires ainsi qu'aux sous-traitants, dont les employés sont confrontés à un déficit croissant de travail décent¹⁰. Les représentants des travailleurs ruraux ne disposent pas toujours des moyens de pression nécessaires et ne sont pas toujours suffisamment organisés pour participer à la négociation collective et au dialogue social¹¹, et ainsi influencer sur leurs conditions de travail, en particulier lorsqu'ils sont engagés dans la chaîne d'approvisionnement en tant que travailleurs occasionnels, temporaires ou en sous-traitance. Les chaînes d'approvisionnement peuvent aussi avoir des répercussions sur les salaires et la nature des contrats de travail¹². Ainsi, la question clé n'est pas seulement de savoir si les chaînes d'approvisionnement ont une incidence positive sur l'emploi et la productivité, mais si les travailleurs qui participent aux chaînes d'approvisionnement ont un travail décent¹³.

En d'autres termes, les considérations politiques les plus importantes consistent à garantir que la participation des travailleurs ruraux aux chaînes d'approvisionnement débouche sur un progrès économique et social. On parle de progrès économique lorsqu'on tend vers une activité à plus forte valeur ajoutée, tandis que le progrès social correspond à une amélioration des conditions de travail. Mais progrès social et progrès économique ne vont pas nécessairement de pair; ainsi, lorsqu'on élabore des programmes d'intervention dans

¹ Les chaînes d'approvisionnement mondiales coordonnées par des entreprises multinationales représentent 80 pour cent du commerce mondial. Or, selon les estimations, la contribution des entreprises locales serait également très importante (de l'ordre de 40 à 50 pour cent des exportations de produits à valeur ajoutée) : c'est ce qu'énonce un rapport établi conjointement par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et l'Organisation mondiale du commerce (OMC), intitulé «Incidences des chaînes de valeur mondiales pour le commerce, l'investissement, le développement et l'emploi», préparé pour le Sommet des dirigeants du G20 qui a eu lieu à Saint-Petersbourg en septembre 2013 (p. 5). L'OIT estime que plus d'un emploi sur cinq est rattaché aux chaînes d'approvisionnement mondiales – voir BIT: Perspectives pour l'emploi et le social dans le monde, Genève, BIT, 2015, p. 132. En outre, les chaînes d'approvisionnement locales sont extrêmement importantes pour les moyens de subsistance des segments pauvres du marché.

² BIT: *Ordre du jour de la Conférence internationale du Travail (pour 2015 et au-delà)*, Conseil d'administration, 319^e session, Genève, oct. 2013, GB.319/INS/2.

³ BIT: *Domaine de première importance intitulé «Promotion du travail décent dans l'économie rurale»*, Conseil d'administration, 322^e session, Genève, oct. 2014, GB.322/POL/2, p. 2.

⁴ BIT: *Ordre du jour de la Conférence internationale du Travail (pour 2015 et au-delà)*, Conseil d'administration, 319^e session, Genève, oct. 2013, GB.319/INS/2, p. 7.

⁵ The income from trade flows within global supply chains has doubled between 1995 and 2009: for China it has increased 6-fold, India 5-fold and Brazil 3-fold – voir le rapport CNUCED/OCDE/OMC : «Incidences des chaînes de valeur mondiales pour le commerce, l'investissement, le développement et l'emploi», préparé pour le Sommet des dirigeants du G20 (Saint-Petersbourg, septembre 2013), p.5.

⁶ Developing economies with the fastest growing participation in global supply chains have GDP per capita growth rates 2 per cent above average – voir le rapport CNUCED/OCDE/OMC : «Incidences des chaînes de valeur mondiales pour le commerce, l'investissement, le développement et l'emploi», préparé pour le Sommet des dirigeants du G20 (Saint-Petersbourg, septembre 2013), p. 5. Voir aussi CNUCED: *Rapport sur l'investissement dans le monde 2013: Les chaînes de valeur mondiales: l'investissement et le commerce au service du développement*, New York et Genève, p. 157.

⁷ Women's employment in agriculture varies considerably with the type of production and the gender division of labour in different countries – voir CNUCED: *Rapport sur l'investissement dans le monde 2013: Les chaînes de valeur mondiales: l'investissement et le commerce au service du développement*, New York et Genève, p. 157.

⁸ Ibid. Voir également G. Gereffi, P. Pilos et K. Fernandez-Stark: *Skills for Upgrading: Workforce Development and Global Value Chains in Developing Countries*, Durham, North Carolina, Duke University, Centre on Globalization, Governance & Competitiveness (2011).

⁹ CNUCED: *Rapport sur l'investissement dans le monde 2013: Les chaînes de valeur mondiales: l'investissement et le commerce au service du développement*, New York et Genève, p. 157.

¹⁰ S. Barrientos, G. Gereffi et A. Rossi: «Nouveau paradigme du progrès économique et social dans les réseaux de production mondiaux», dans *Revue internationale du Travail*, vol. 150 (2011), n° 3-4.

¹¹ L. Riisgaard and N. Hammer: "Prospects for labour in global value chains: Labour standards in the cut flower and banana industries", dans *British Journal of Industrial Relations*, vol. 49, n° 1 (2011) pp. 168-190.

¹² BIT: *Emploi et questions sociales dans le monde*, Genève (2015), p. 140.

¹³ R. Kaplinsky: *Globalization, Poverty and Inequality: Between a Rock and a Hard Place* (Cambridge, Polity, 2005).

Promouvoir le travail décent pour les travailleurs ruraux qui sont au bas de la chaîne d'approvisionnement

l'économie rurale, il conviendra de veiller avant tout à ce que le progrès économique s'accompagne d'un progrès social.

Étant donné que la majorité des travailleurs pauvres vivent en milieu rural, la participation effective des travailleurs ruraux aux chaînes d'approvisionnement peut offrir de belles perspectives en termes de réduction de la pauvreté¹⁴. Associer les travailleurs ruraux aux chaînes d'approvisionnement permet de faciliter la transition d'une production de subsistance vers une production commerciale propre à accroître les revenus et à encourager l'investissement dans l'économie rurale, avec des retombées

bénéfiques sur la productivité et le rendement ainsi que sur d'autres secteurs ruraux¹⁵. L'enjeu de taille consiste donc à tirer parti des avantages de la participation à la chaîne d'approvisionnement pour créer de la croissance et des emplois productifs, tout en garantissant l'application des normes internationales du travail et en réalisant le travail décent. La présente note d'orientation vise à permettre de mieux comprendre comment le fait de s'investir dans les chaînes d'approvisionnement pourra aider les économies et les communautés nationales et locales à se développer de manière durable et inclusive, à promouvoir des emplois plus nombreux et de meilleure qualité, et à contribuer à la réalisation du travail décent pour tous.

2. Champ d'application et définitions

Le terme «chaîne d'approvisionnement» désigne la coordination de l'ensemble des opérations – ainsi que de la main-d'œuvre nécessaire pour les réaliser – menées pour fournir un produit ou un service depuis sa conception, en passant par les ressources utilisées et les différentes phases de production, jusqu'à la livraison au consommateur final. Le terme connexe «chaîne de valeur» est utilisé pour mettre en évidence la valeur relative de ces activités¹⁶, et «il comporte souvent une connotation de développement axée sur la productivité, la croissance et de la création d'emplois dans le système de marché»¹⁷. Cette note d'orientation s'intéresse davantage aux chaînes d'approvisionnement, mais elle fournit aussi des exemples spécifiques de programmes et projets axés sur l'approche «chaîne de valeur». La perspective de chaîne d'approvisionnement est utile pour comprendre: i) comment est régie la chaîne d'approvisionnement, en particulier quel est le rôle des entreprises chefs de file qui ont le pouvoir de coordonner les activités de la chaîne d'approvisionnement¹⁸, les types de coordination et les inégalités des rapports de force; ii) l'état d'application de la législation du travail et

d'autres législations pertinentes; iii) les relations entre les représentants des employeurs et des travailleurs; iv) l'étape de création de part de valeur; et v) les acteurs, les règles et les obstacles qui conditionnent la participation des fournisseurs ruraux et la promotion du travail décent.

Les entreprises multinationales, qui sont généralement implantées dans les pays développés, mais aussi toujours plus dans les économies émergentes, s'approvisionnent de plus en plus souvent auprès de fournisseurs ruraux qui doivent se conformer aux normes de leurs acheteurs, aux spécificités des produits et aux exigences en matière d'approvisionnement, par exemple les commandes en flux tendus¹⁹. Les entreprises mondiales peuvent coordonner les chaînes d'approvisionnement pour mettre en place des systèmes de production plus rentables, renforcer leur compétitivité et élargir leurs marchés. Cet approvisionnement mondial est rendu possible par l'intensification de la mondialisation, grâce à la libéralisation accrue des échanges, aux nouvelles technologies de l'information et à des modèles de transport plus efficaces.

Les entreprises multinationales sont souvent les sociétés chefs de file dans les chaînes d'approvisionnement et, grâce à leurs investissements, elles peuvent améliorer considérablement les conditions de travail et de vie de millions de personnes dans le monde ayant un lien avec leurs chaînes d'approvisionnement. Dans certains cas, les entreprises ont mis au point des stratégies de responsabilité sociale de l'entreprise (RSE) et des initiatives de vérification privées en réponse aux pressions et aux attentes croissantes de les

¹⁴ BIT: *Tendances mondiales de l'emploi 2012: Prévenir une aggravation de la crise de l'emploi* (Genève, 2012). Les personnes employées vivant au-dessous du seuil de pauvreté, fixé au niveau international à 1,25 dollars E.-U. par jour, sont considérées comme des «travailleurs pauvres». Traditionnellement, la pauvreté au travail est déterminée sur la base de la consommation des ménages. Cela signifie que les transferts privés ou publics, qui conditionnent la consommation des ménages, influent également sur le nombre de travailleurs pauvres.

¹⁵ BIT: «Investing in food security as a driver for better jobs», dans *Rapport sur le travail dans le monde 2011: Des marchés au service de l'emploi* (Genève, 2011).

¹⁶ G. Gereffi, J. Humphrey, R. Kaplinsky et T. Sturgeon: «Introduction: Globalisation, Value Chains and Development», dans *IDS Bulletin*, vol. 32(3) (2001), p. 3.

¹⁷ BIT: *A rough guide to value chain development: How to create employment and improve working conditions in targeted sectors* (Genève, 2015), p. 4.

¹⁸ G. Gereffi, J. Humphrey et T. Sturgeon: «The governance of global value chains», dans *Review of International Political Economy*, vol. 12, issue. 1 (2005), pp. 78-104.

¹⁹ C. Dolan et J. Humphrey: «Changing governance patterns in the trade in fresh vegetables between Africa and the United Kingdom» dans *Environment and Planning A*, vol. 35, n° 3 (2004), pp. 491-509.

Promouvoir le travail décent pour les travailleurs ruraux qui sont au bas de la chaîne d'approvisionnement

voir traiter les questions relatives au travail tout au long de leurs chaînes d'approvisionnement, y compris au niveau de leurs fournisseurs et partenaires commerciaux. Ces initiatives volontaires privées peuvent contribuer à améliorer la sécurité et la santé des travailleurs, les installations et le stockage²⁰. Cependant, « de nombreuses entreprises s'efforcent d'établir un équilibre entre un engagement en faveur de conditions de travail éthiques concernant la gestion des multiples partenaires de la chaîne [d'approvisionnement] et la nécessité de rester compétitif dans le processus »²¹ et, en général, la RSE proprement dite ne suffit pas à relever les défis du travail décent liés aux chaînes d'approvisionnement²².

Bien souvent, la valeur créée dans une chaîne d'approvisionnement ne bénéficie pas aux pays en développement, mais plutôt à l'entreprise chef de file. Les acheteurs mondiaux peuvent avoir des exigences, à savoir imposer à leurs fournisseurs qu'ils se conforment aux normes de production, ce qui augmente les coûts d'approvisionnement sans garantir des prix plus élevés. Ces normes n'incluent pas nécessairement les droits du travail, et les travailleurs peuvent être confrontés à des déficits de travail décent, notamment lorsque les gouvernements n'ont pas les capacités suffisantes pour réglementer et faire appliquer les conditions de travail²³. Un autre sujet de préoccupation est que les économies rurales deviennent parfois tributaires des technologies utilisées par les entreprises multinationales, ce qui, en raison des fluctuations de la demande de produits ou de services, peut contribuer à mettre sur la touche les travailleurs marginaux. Ce phénomène est aggravé par les décalages entre les fluctuations, qui peuvent avoir des retombées négatives sur les fournisseurs en aval de la chaîne : c'est ce que l'on appelle l'effet «coup de fouet»²⁴.

Il convient d'examiner les progrès tant économiques que sociaux afin de veiller à ce que l'accroissement de la productivité et de la valeur ajoutée aille de pair avec l'amélioration des conditions de travail. En fonction des produits à fournir – ainsi que de la façon, du moment et du lieu où ils seront produits –, les normes de qualité peuvent servir de tremplin pour améliorer les conditions de travail des travailleurs ruraux²⁵. Il est nécessaire de mieux comprendre l'organisation du travail et les possibilités d'emploi que peuvent offrir les chaînes d'approvisionnement dans les économies rurales, ainsi que les problèmes connexes en termes de travail décent au niveau sectoriel (y compris les obstacles à une participation effective et bénéfique aux chaînes d'approvisionnement pour les pays en développement), afin d'aider à améliorer les résultats stratégiques. Le recours à l'analyse de la chaîne d'approvisionnement en tant que mesure d'intervention peut aider à identifier les principaux points de levier pour les mandants tripartites, tout en reconnaissant que les chaînes d'approvisionnement peuvent considérablement varier d'un secteur et d'un contexte national à l'autre. Les politiques devraient mettre l'accent sur l'amélioration des statistiques et des mesures de l'incidence des chaînes d'approvisionnement rurales sur le travail décent.

Dans le même temps, il est essentiel de créer un environnement favorable à l'entreprise pour aider à améliorer les conditions de travail des travailleurs participant aux chaînes d'approvisionnement. On pourrait envisager d'aider les coopératives et autres organisations représentatives, comme les organisations d'agriculteurs, à renforcer le pouvoir de négociation des petits exploitants et des travailleurs agricoles, à leur permettre de mieux faire valoir leurs droits et de mieux faire entendre leur voix, et de répondre aux exigences des acheteurs en termes de qualité et de volume. Les améliorations apportées aux infrastructures en particulier peuvent aider les économies rurales à se connecter aux chaînes d'approvisionnement. Le renforcement des activités de formation peut aussi permettre aux petits exploitants agricoles et aux organisations de mieux s'intégrer dans l'économie mondiale. Toute politique impliquant des investissements importants dans les économies rurales doit aussi faire en sorte que les critères de progrès social soient établis et remplis.

²⁰ CNUCED: *Rapport sur l'investissement dans le monde 2013: Les chaînes de valeur mondiales: l'investissement et le commerce au service du développement*. Disponible en suivant le lien : http://unctad.org/fr/PublicationsLibrary/wir2013overview_fr.pdf (Genève, 2013), p. 157.

²¹ Forum économique mondial: *Beyond Supply Chains* (Genève, 2015). Disponible en suivant le lien: http://www3.weforum.org/docs/WEFUSA_BeyondSupplyChains_Report2015.pdf [consulté le 5 juin 2015].

²² R. Locke: *The promise and limits of private power*, Cambridge, Cambridge University Press (2013).

²³ M. Levi et al.: *Aligning Rights and Interests: Why, When and How to Uphold Labor Standards* (Washington, DC, 2013).

²⁴ BIT: «Investing in food security as a driver for better jobs», dans *Rapport sur le travail dans le monde 2011: Des marchés au service de l'emploi* (Genève, 2011), p. 159.

²⁵ Adapté de BIT: *Ordre du jour de la Conférence internationale du Travail (pour 2015 et au-delà)*, Conseil d'administration, 319^e session, Genève, oct. 2013, GB.319/INS/2.

3. L'approche de l'OIT

Les efforts de l'OIT pour promouvoir le travail décent dans les économies rurales s'inscrivent dans une approche à deux volets, à savoir la promotion de l'accès aux chaînes d'approvisionnement et au marché, et la promotion du travail décent pour les travailleurs ruraux qui y sont déjà engagés. L'accent est mis sur les initiatives de gouvernance qui partent du sommet et les stratégies de modernisation qui partent de la base, et qui visent à améliorer l'accès et la connexion aux marchés mondiaux, nationaux et locaux, tout en garantissant de meilleures conditions de travail, des salaires plus élevés et davantage de respect des droits au travail. L'OIT encourage le développement et la modernisation de la chaîne d'approvisionnement par diverses initiatives et stratégies reposant sur ses compétences clés. Elle privilégie non seulement les politiques visant à accroître l'emploi et les revenus, mais aussi celles qui cherchent à améliorer la qualité des emplois existants, en soulignant l'importance du progrès économique et du progrès social, qui vont de pair. Bien que la participation à la chaîne d'approvisionnement puisse se solder par un accroissement de l'emploi et du PIB par habitant, les conditions de travail ne sont pas toujours satisfaisantes; c'est pourquoi les politiques sont importantes.

Les politiques axées sur la chaîne d'approvisionnement ou visant à revaloriser les activités doivent dans un premier temps s'accompagner d'une analyse détaillée du réseau et des acteurs impliqués, en s'attachant tout particulièrement à créer un environnement favorable à l'entreprise et une solide réglementation nationale. L'approche de l'OIT exige d'examiner tous les niveaux de la chaîne d'approvisionnement d'un secteur et considère qu'un changement survenant à l'une des extrémités de la chaîne peut avoir des répercussions sur l'autre extrémité. Elle permet d'identifier les contraintes et les endroits où – dans la chaîne et au sein du réseau de soutien – les performances globales peuvent être freinées par des conditions de travail ne répondant pas aux normes exigées.

L'approche de l'OIT en deux temps inclut, par exemple, la promotion de la Déclaration de principes tripartite sur les entreprises multinationales et la politique sociale (Déclaration sur les entreprises multinationales). La Déclaration sur les entreprises multinationales est l'outil indispensable de l'OIT pour promouvoir les normes et principes du travail dans le monde de l'entreprise. Entérinée par les gouvernements et par les organisations d'employeurs et de travailleurs, elle énonce des recommandations à l'intention des entreprises multinationales ainsi que des mandants concernant l'emploi, la formation, les conditions de travail et de vie, et les relations professionnelles. Elle inclut des recommandations sur la

mise en place de mécanismes de dialogue social destinés à promouvoir l'accès aux marchés ruraux et garantir ainsi le progrès à la fois économique et social. La Déclaration sur les entreprises multinationales peut notamment permettre aux entreprises chefs de file d'exercer une influence sur les fournisseurs pour qu'ils se conforment aux normes internationales du travail. Dans le même temps, l'OIT reconnaît que les initiatives volontaires ne sauraient remplacer la réglementation effective, et que les entreprises comme les gouvernements ne devraient pas les faire valoir, les unes pour se soustraire à la législation nationale, les autres pour demander aux entreprises d'assumer une partie des responsabilités qui leur incombent²⁶.

L'OIT soutient les institutions tant publiques que privées en leur accordant davantage de poids dans les chaînes d'approvisionnement et en facilitant les possibilités d'amélioration. Elle met l'accent sur les chaînes d'approvements qui ont les meilleures chances de développer l'emploi et celles où une amélioration des conditions de travail s'impose. Pour ce faire, l'Organisation analyse les systèmes de marché, tels que la stratégie «Pour des marchés au service des pauvres» (PMSP), qui tire parti du dynamisme des systèmes de marché et identifie et cible les marchés revêtant la plus haute importance pour les pauvres, et elle intervient pour provoquer les améliorations qui auront les répercussions les plus fortes et les plus durables sur la réduction de la pauvreté. En outre, les activités de l'OIT concernant les services d'aide au développement de l'entreprise (BDS) dans les économies rurales ont permis aux entreprises locales d'acquérir plus d'autonomie, de surmonter les obstacles à la participation à la chaîne d'approvisionnement, et d'améliorer les compétences et la formation technique. Les analyses de la chaîne d'approvisionnement permettent de saisir le potentiel de fonctionnement, les enjeux et les problèmes liés à l'emploi dans les secteurs ruraux et l'économie rurale. Ainsi, le cadre de développement des chaînes de valeur oriente et détermine les initiatives durables et ayant un impact important, qui sont axées sur l'amélioration de la productivité, de la compétitivité, de l'esprit d'entreprise, ainsi que sur la croissance des petites et moyennes entreprises (PME) dans l'économie rurale. Le développement des chaînes de valeur vise à analyser les chaînes et à en identifier les principales faiblesses qui peuvent contribuer à leur développement ou à leur amélioration.

²⁶ L. Pegler et P. Knorringer: «Integrating labour issues in global value chain analysis. Exploring implications for labour research and unions», dans V. Schmidt (éd.): *Trade union responses to globalization* (Genève, BIT, 2007), pp. 35-49.

Promouvoir le travail décent pour les travailleurs ruraux qui sont au bas de la chaîne d'approvisionnement

L'avantage comparatif et la valeur ajoutée de l'OIT lorsqu'il s'agit de faire face aux possibilités et aux enjeux dans les chaînes d'approvisionnement résident à la fois dans sa capacité générale de promouvoir les initiatives de gouvernance par le biais de l'Agenda du travail décent et des normes internationales du travail, et dans ses compétences techniques en matière de promotion des stratégies d'amélioration. Son engagement se situe à plusieurs endroits de la chaîne et de l'ensemble des secteurs, garantissant ainsi que tous les partenaires sociaux participent au dialogue en vue de la réalisation du travail décent. Le dialogue social en particulier aide à améliorer la transparence dans les chaînes d'approvisionnement, de sorte que les stratégies des mandants puissent être reconnues²⁷. Le tripartisme et les mécanismes de dialogue social peuvent contribuer à faire en sorte que tous les acteurs au sein de la chaîne d'approvisionnement – de la production à la consommation – bénéficient de leur participation, ce qui est particulièrement important si l'on considère la nature multipartite et intersectorielle des chaînes d'approvisionnement.

L'OIT encourage la collaboration au niveau sectoriel entre syndicats, organisations d'employeurs, fédérations syndicales internationales, gouvernements, fournisseurs locaux et organisations de la société civile. Elle promeut également le dialogue social là où il n'y a pas d'organes représentatifs, ce qui est courant dans l'économie rurale. Le dialogue social peut créer un véritable lien entre producteurs et consommateurs, en améliorant les informations sur le marché et en incitant les acteurs tout au long de la chaîne d'approvisionnement à remédier aux mauvaises conditions de travail. Un dialogue efficace atténue les blocages et renforce la transparence et la traçabilité, notamment pour les employés des fournisseurs de deuxième ou troisième niveau. Le dialogue social peut aussi donner lieu à des activités à plus forte valeur ajoutée et permettre de mieux comprendre le lien entre productivité et conditions de travail décentes, et ainsi contribuer à alléger la pauvreté.

Il est impératif d'adopter des politiques qui tiennent compte de l'égalité entre hommes et femmes. Les femmes constituent une part importante de la main-d'œuvre rurale²⁸ et, en général, elles sont plus nombreuses que les hommes à travailler dans les chaînes d'approvisionnement²⁹. Bien souvent, elles manquent de mobilité et n'ont pas accès aux biens de production et, de ce fait, elles figurent souvent parmi les

segments de population les plus vulnérables³⁰. Les femmes sont souvent plus défavorisées que les hommes étant donné que, traditionnellement, elles doivent surmonter de nombreux obstacles pour avoir accès à l'information et aux technologies. Au moment d'élaborer les produits et les politiques, l'OIT met à profit ses compétences spécialisées pour garantir l'égalité entre hommes et femmes et accorder la priorité aux femmes en matière d'éducation, de formation et d'aide au crédit.

Les normes internationales du travail demeurent un mécanisme unique en son genre, le plus ancien et le plus remarquable dont dispose l'OIT pour promouvoir le travail décent, y compris dans les chaînes d'approvisionnement au sein de l'économie rurale. Les conventions fondamentales de l'OIT sont particulièrement importantes en raison de la légitimité que leur confère la communauté internationale. Elles servent de référence pour de nombreux codes de conduites d'entreprises, de nombreux accords-cadres internationaux, et de nombreuses normes pouvant donner lieu à une certification³¹. Les conventions fondamentales de l'OIT ayant été validées par les mandants tripartites et appliquées dans une grande diversité de contextes nationaux, elles sont un outil utile pour traiter les questions de travail impliquant de multiples acteurs à différentes étapes des chaînes d'approvisionnement, dans tout un éventail de secteurs.

Compte tenu de l'importance croissante de la RSE et des initiatives de vérification privée au sein des chaînes d'approvisionnement, les gouvernements doivent mettre en place des politiques qui viennent compléter ces normes³². Plusieurs évaluations ont permis de conclure qu'une transparence accrue et une amélioration des capacités sont décisives pour assurer un meilleur suivi, mais qu'elles sont plus efficaces si elles sont complétées par une réglementation gouvernementale³³. Il s'agit d'un domaine où l'OIT, qui a une longue expérience en matière de soutien à la conformité et à l'harmonisation avec les normes internationales du travail dans plusieurs secteurs, a un rôle important à jouer, notamment en renforçant les capacités de ses mandants de garantir une inspection et une réglementation efficaces. Cela pourrait inclure la promotion de la convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947, et de la convention (n° 129) sur l'inspection

²⁷ BIT: *Promotion de l'emploi rural pour réduire la pauvreté*, Rapport IV, Conférence internationale du Travail, 97^e session, Genève, 2008.

³¹ Par exemple, le code de conduite de l'Initiative pour un commerce éthique (ETI) lancée par le Royaume-Uni, qui fait explicitement référence aux conventions fondamentales de l'OIT.

³² Le programme *Better Work* cible essentiellement le secteur de l'habillement qui, en général, n'est pas présent dans l'économie rurale. Toutefois, l'approche est innovante dans la façon d'aborder les possibilités et les défis qu'offrent les chaînes d'approvisionnement mondiales, grâce à l'engagement auprès des grandes marques et à un vaste réseau d'inspection.

³³ G. Smith et D. Feldman: *Company codes of conduct and international standards: An analytical comparison* (Washington, DC, Banque mondiale/Société financière internationale (SFI), 2003).

²⁷ Par exemple, dans le cadre de réunions sectorielles telles que la Réunion tripartite sur l'impact des filières alimentaires mondiales sur l'emploi (2007).

²⁸ BIT: *Promotion de l'emploi rural pour réduire la pauvreté*, Rapport IV, Conférence internationale du Travail, 97^e session, Genève, 2008.

²⁹ BIT: *Perspectives pour l'emploi et le social dans le monde* (Genève, 2015).

Promouvoir le travail décent pour les travailleurs ruraux qui sont au bas de la chaîne d'approvisionnement

du travail (agriculture), 1969, de façon à garantir que des mécanismes d'inspection du travail sont en place dans les économies rurales, où la communication et le suivi sont souvent plus difficiles à mettre en œuvre. Cet aspect gagne en importance, étant donné que les conditions de travail décentes deviennent une condition préalable à l'exportation vers les marchés de nombreux pays³⁴.

L'OIT collabore avec d'autres institutions internationales qui reconnaissent les possibilités et les enjeux qu'offrent les chaînes d'approvisionnement en matière de conditions d'emploi, y compris d'autres institutions spécialisées, fonds et programmes des Nations Unies, le groupe de la Banque mondiale, ainsi que des institutions universitaires³⁵. Les normes internationales du travail dans les chaînes d'approvisionnement mondiales figuraient également à l'ordre du jour du Sommet du G7, en juin 2015³⁶.

4. L'expérience de l'OIT à ce jour

L'OIT organise des occasions de dialogue social entre mandants engagés dans les chaînes d'approvisionnement de certains secteurs économiques. Les Conclusions sur la promotion de l'emploi rural pour réduire la pauvreté, adoptées par la Conférence internationale du Travail à sa 97^e session en 2008, énoncent, par exemple, que «l'accès à des marchés transparents et compétitifs pour les services et les intrants, y compris par l'intermédiaire de groupements d'entreprises et des chaînes de valeur, nationales et mondiales», figure parmi les éléments particulièrement importants permettant de faciliter la création et le développement d'entreprises durables dans l'économie rurale³⁷. En novembre 2011, le Conseil d'administration a approuvé une approche stratégique visant à promouvoir la sécurité alimentaire par le biais du travail décent dans des secteurs économiques d'une importance capitale à tous les niveaux de la chaîne mondiale d'approvisionnement alimentaire³⁸. En 2016, une discussion générale aura lieu à la Conférence internationale du Travail sur le travail décent dans les chaînes d'approvisionnement mondiales. Elle pourrait fournir d'importantes orientations aux gouvernements, aux employeurs et aux travailleurs à l'échelon national, et identifier les moyens dont dispose l'OIT pour aider ses mandants à faire face aux possibilités et aux enjeux de la promotion du travail décent dans les chaînes d'approvisionnement mondiales. Les conclusions qui seront adoptées lors de cette session de la CIT pourraient également jouer un rôle important pour identifier les domaines où l'on pourrait envisager des activités interinstitutions et une action future de l'OIT: promotion effective de la Déclaration

sur les entreprises multinationales aux niveaux mondial et national; activités de recherche; besoins de renforcement des capacités; résultats liés aux normes.³⁹

Le travail de l'OIT sur le développement des chaînes de valeur mettent l'accent sur les sous-secteurs présentant le plus d'intérêt en matière de création d'emplois et d'amélioration de la qualité des emplois existants. L'OIT vise à examiner les systèmes et les institutions propres à stimuler la compétitivité et la création d'emplois dans des secteurs spécifiques, à l'aide d'une approche de développement du marché. Actuellement, 15 projets de développement de chaînes de valeur dans l'économie rurale de 12 pays ont identifié l'emploi et l'amélioration de la qualité des emplois existants comme étant des objectifs fondamentaux⁴⁰.

Le projet *Business Opportunities and Support Services* (BOSS), mené par l'OIT de 2011 à 2015 dans la province du Timor-Leste (Indonésie), est un exemple récent de projet de développement d'une chaîne de valeur dans l'économie rurale. Son objectif est de contribuer directement à un développement économique en faveur des pauvres ainsi qu'à des emplois de qualité pour les femmes comme pour les hommes, et, indirectement, à la consolidation de la paix et à la prévention des conflits. Le projet a pour objectif de renforcer les capacités de l'*Institute of Business Support* du Timor-Leste de fournir des services efficaces d'aide au développement de l'entreprise dans un secteur privé émergent et, dans le même temps, d'avoir recours à une approche de systèmes de marché pour faire face à des contraintes sous-jacentes dans les secteurs de l'horticulture, de l'élevage et du tourisme. En raison du

³⁴ Par exemple, dans l'industrie du vêtement au Cambodge.

³⁵ Citons notamment la participation de l'OIT au réseau *Capturing the Gains*.

³⁶ Disponible en suivant le lien : http://www.bmz.de/g7/en/Entwicklungspolitische_Schwerpunkte/Menschenwuerdige_Arbeit/index.html

³⁷ Paragraphe 32.

³⁸ BIT: *Le travail décent dans la chaîne mondiale d'approvisionnement alimentaire: Une approche sectorielle*, Conseil d'administration, 312^e session, Genève, nov. 2011, GB.312/POL/7.

³⁹ BIT: *Ordre du jour de la Conférence internationale du Travail (pour 2015 et au-delà)*, Conseil d'administration, 319^e session, Genève, oct. 2013, GB.319/INS/2.

⁴⁰ Ces pays sont le Timor-Leste, le Myanmar (2), l'Égypte, la Zambie (2), le Mozambique, l'Afrique du Sud, le Pérou (2), El Salvador, l'Afghanistan, la Zambie (avec le HCR), l'Inde (avec le HCR) et la République démocratique du Congo.

Promouvoir le travail décent pour les travailleurs ruraux qui sont au bas de la chaîne d'approvisionnement

volume élevé de travaux de subsistance à faible productivité dans le secteur de l'agriculture, où travaillent la majorité des habitants de la région, la stratégie la plus réaliste et la plus appropriée pour le projet BOSS est la priorité accordée au développement des systèmes de marché pour accroître les rendements des personnes qui, à l'heure actuelle, travaillent dur, mais pour pas grand-chose («working hard, but working poor»), par exemple les producteurs ruraux indépendants. Ce faisant, il ressort du projet BOSS qu'il convient tout d'abord de dissocier les problèmes contextuels auxquels sont confrontées les personnes en situation de pauvreté, puis de comprendre et d'examiner les causes profondes qui expliquent pourquoi les principaux systèmes de marché sont défaillants. Lors de sa mise en œuvre, le projet BOSS requiert des méthodes de mesure appropriées pour évaluer, en temps réel, quel est son impact⁴¹.

Parmi d'autres projets de développement de chaînes de valeur axés sur des groupes cibles opérant dans l'économie rurale figurent:

- *Granos Andinos*, au Pérou: programme conjoint de l'OIT, de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), qui encourage la croissance en faveur des pauvres dans le secteur de la culture de la quinoa au Pérou, en particulier pour les petits exploitants – hommes et femmes – vivant dans les régions montagneuses, qui sont défavorisés en termes d'accès aux marchés et de disponibilité des services⁴²;
- *Roads to Jobs*, en Afghanistan: projet de trois ans visant à créer des emplois plus nombreux et de meilleure qualité pour les ménages et les soutiens de famille pauvres vivant en milieu rural dans le nord du pays. Le projet s'appuie sur une approche systémique pour identifier les contraintes sous-jacentes qui nuisent aux bons résultats de quatre chaînes de valeur agricoles ciblées, à savoir la culture du coton, l'aviculture, la culture du raisin et du raisin sec, et les intrants agricoles ;
- *Youth Employment through Local Economic Development*, au Viet Nam: projet de deux ans et demi mené en collaboration directe avec IKEA, un groupe multinational

d'entreprises qui conçoit et vend des meubles, destiné à accroître la productivité et à améliorer les conditions de travail des fournisseurs locaux⁴³ ;

- *Pro-poor Horticulture Value Chains*, en Egypte: programme de quatre ans mené conjointement par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), USA Women, et l'OIT, qui encourage les partenariats entre petits exploitants agricoles et investisseurs du secteur privé, et permet aux agriculteurs d'avoir accès aux services aux entreprises et d'être mieux intégrés dans les chaînes de valeur nationales et internationales⁴⁴.

Le projet *Le travail décent pour assurer la sécurité alimentaire* (DW4FS) mis en œuvre dans la province du Nusa Tenggara Timur – l'une des provinces les plus pauvres et les plus isolées d'Indonésie – vise à améliorer le fonctionnement des chaînes de valeur agroalimentaires. Elaboré en partenariat avec le ministère du Développement des villages et des Régions défavorisées d'Indonésie et la FAO, ce programme cible les défis en matière de travail décent à tous les niveaux de certaines chaînes de valeur agricoles, en vue de renforcer leur productivité et leur compétitivité, et d'améliorer les moyens de subsistance ainsi que la sécurité alimentaire des travailleurs et de leurs familles.

L'objectif du programme SCORE (Des entreprises durables, compétitives et responsables) est d'aider les PME à devenir plus propres, plus productives et plus compétitives, et à offrir des emplois de meilleure qualité. La formation SCORE conditionne cette transformation et aide les PME à s'intégrer dans les chaînes d'approvisionnement mondiales. Au Pérou, par exemple, un projet pilote a été mis en place avec succès en 2014 dans le secteur des exportations agricoles, en vue de renforcer la productivité ainsi que la sécurité et la santé⁴⁵. Les 12 entreprises qui y ont pris part ont chacune vu leurs coûts diminuer de 400 à 11'000 \$ E.-U., leur productivité s'accroître (jusqu'à 43 pour cent), le nombre d'accidents diminuer (de -20 pour cent), et le taux d'absentéisme baisser (de -20 pour cent).

⁴¹ M. Ripley et A. Major: *The BOSS project in Timor-Leste: Thin Markets, thick impact?* (Genève, BIT, 2015).

⁴² BIT: «OIT, FAO y UNESCO realizaron con éxito el lanzamiento a nivel nacional del Programa Conjunto Granos Andinos», disponible en suivant le lien: http://www.ilo.org/lima/sala-de-prensa/WCMS_379829/lang-es/index.htm [consulté le 13 août 2015].

⁴³ BIT: *Case Study: Strengthening the rattan value chain in Quang Nam* (Hanoi, BIT, 2012).

⁴⁴ BIT: *Pro-Poor Horticulture Value Chains in Upper Egypt*, disponible en suivant le lien: <http://www.ilo.org/addisababa/lang-fr/index.htm> [consulté le 13 août 2015].

⁴⁵ BIT: *OIT lanza SCORE Perú: programa mundial de formación y asistencia técnica para PYMES*, BIT, 2014, disponible en suivant le lien: http://www.ilo.org/lima/sala-de-prensa/WCMS_310664/lang-es/index.htm [consulté le 4 août 2015].

5. Conseils pratiques et ressources

L'OIT a une longue expérience en matière de formation au développement de l'entreprise, qui est dispensée par son Centre international de formation de Turin et, à ce titre, elle intervient également en tant que prestataire de formation ciblant d'autres organisations internationales et nationales pour enseigner les méthodologies de base axées sur le développement des chaînes de valeur. Cela inclut des cours de conception et de mise en œuvre de projets et d'interventions en matière de développement des chaînes de valeur.

Déclarations

Bureau international du Travail (BIT) (2014): *Déclaration de principes tripartite sur les entreprises multinationales et la politique sociale* (Déclaration sur les entreprises multinationales), 4^e édition (Genève).

— (2008): *Déclaration de l'OIT sur la justice sociale pour une mondialisation équitable* (Genève).

Outils

BIT (2009): *Gender Sensitive Value Chain Analysis (GSVCA) Guide*, Département de la création d'emplois et du développement de l'entreprise (Genève).

— (2014): *My.Coop Gérer votre coopérative agricole* (Turin).

— (2015): *Guidelines for value chain selection: integrating economic, environmental, social and institutional criteria*, Département des entreprises (Genève).

CIF-OIT (Centre international de formation de l'OIT à Turin) (2013): *Enterprise Development through Value Chains and Business Services Markets: A Market development Approach to Pro-Poor Growth* (Turin).

— (2012): *Value chain Development: Reaching Scale, Fostering Sustainability and Promoting Equity* (Turin).

Herr, M.L.; Muzira, T.J. (2009): *Le développement des chaînes de valeur au service du travail décent (DECAV): Guide à l'usage des praticiens du développement économique, des gouvernements et des entreprises privées* (Genève, BIT).

Majurin, E. (2014): *Gérez Mieux Votre Entreprise (GERME) - Guide de mise en œuvre*, Département des entreprises (Genève, BIT).

Mayoux, L.; Mackie, G. (2009): *Rendre les liens plus forts: Un guide pratique pour l'analyse genre dans le développement des filières* (Genève, BIT).

Nutz, N.; Sievers, M. (2015): *A rough guide to value chain development: How to create employment and improve working conditions in targeted sectors* (Genève, BIT).

Publications

BIT (2011): *Child labour in the value chain of the shrimp industry in Thailand: Final report*, Programme international pour l'abolition du travail des enfants (IPEC) (Genève).

— (2011): *ILO's approach to value chain development*, Département de la création d'emplois et du développement de l'entreprise (Genève).

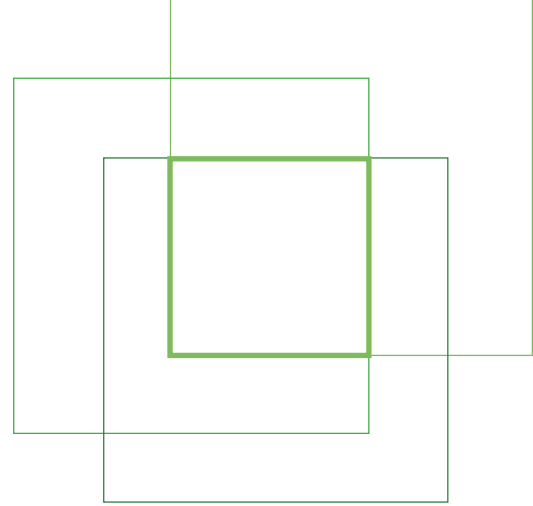
— (2014): *Value chain development for green jobs in Asia: Methodological guide*, volume I (Bangkok).

— (2015): *Donner une voix aux travailleurs ruraux: Etude d'ensemble sur les instruments relatifs au droit d'association et aux organisations de travailleurs ruraux*, Rapport III (Partie 1B), Conférence internationale du Travail, 104^e session, 2015 (Genève).

— (2015): *Emploi et questions sociales dans le monde: Des modalités d'emploi en pleine mutation*, Département de la recherche du BIT (Genève).



Portefeuille des notes d'orientation des politiques sur la promotion du travail décent dans l'économie rurale



Favoriser une croissance agricole inclusive pour parvenir à des meilleurs moyens de subsistance et à une plus grande sécurité alimentaire

- Travail décent, sécurité alimentaire et résilience des moyens de subsistance en milieu rural
- Travail productif et décent dans l'agriculture

Encourager la diversification économique et la transformation des systèmes de production pour l'emploi rural

- Diversification économique de l'économie rurale
- Promouvoir le travail décent pour les travailleurs ruraux qui sont au bas de la chaîne d'approvisionnement
- Le rôle des entreprises multinationales dans la promotion du travail décent dans les zones rurales
- Transition de l'économie rurale informelle vers l'économie formelle
- Le tourisme durable: catalyseur du développement socio-économique inclusif et de la réduction de la pauvreté dans les régions rurales

Favoriser l'accès à des services, à une protection et à des investissements à forte intensité de main-d'œuvre

- Donner accès à des services de qualité dans l'économie rurale pour favoriser la croissance et le développement social
- Étendre la protection sociale à l'économie rurale
- Développer l'économie rurale par l'inclusion financière: Le rôle de l'accès au financement
- Investissements à haute intensité de main-d'œuvre dans les infrastructures rurales en vue du développement économique, de la protection sociale, de la protection de l'environnement et de la croissance inclusive

Garantir la pérennité et l'exploitation des avantages des ressources naturelles

- Une transition juste vers une économie rurale résiliente et durable
- Le travail décent dans la foresterie
- Exploiter le potentiel des industries extractives
- Eau et amélioration des moyens de subsistance en milieu rural

Accroître la représentation des populations rurales grâce à l'organisation de la promotion des droits, des normes et du dialogue social

- Droits au travail dans l'économie rurale
- Promouvoir le dialogue social dans l'économie rurale
- Favoriser le développement local dans les zones rurales grâce aux coopératives et aux autres entreprises et organisations de l'économie sociale et solidaire
- Travail décent pour les peuples autochtones et tribaux dans l'économie rurale
- Donner des moyens d'action aux femmes dans l'économie rurale
- Travail décent pour les jeunes ruraux
- Promouvoir des politiques équitables et efficaces en matière de migration de main-d'œuvre dans l'agriculture et les zones rurales

Améliorer la base de connaissances sur le travail décent dans l'économie rurale

- Enrichir la base de connaissances pour favoriser la promotion du travail décent dans le monde rural

Pour plus d'informations, visitez notre site web: www.ilo.org/rural ou écrivez à: rural@ilo.org

Copyright © Organisation internationale du Travail - Première édition (2019)

Ce document fait partie du Portefeuille des notes d'orientation des politiques sur la promotion du travail décent dans l'économie rurale https://www.ilo.org/global/topics/economic-and-social-development/rural-development/WCMS_436224/lang-fr/index.htm